

# LA PRESSE EN REVUE...



**JEUDI 30 OCTOBRE 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Du nouveau
- 2) Niet! Niet!
- 3) Un monde bouleversé...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Bygmalion : les nouvelles révélations du "Point"



Jean-François Copé, au coeur du scandale Bygmalion. © WITT/SIPA

## L'argent de l'UMP n'a pas servi qu'à la campagne de Nicolas Sarkozy. Des proches de Jean-François Copé en ont largement profité.

Le Point.fr

Non, l'argent de l'UMP n'a pas servi qu'à la campagne de Nicolas Sarkozy. Le Point est en mesure de prouver que Bastien Millot, Guy Alvès et Franck Attal se sont enrichis. Nous révélons les circuits par lesquels ces trois proches de Jean-François Copé se sont grassement rémunérés.

Entre 2011 et 2013, Bygmalion a versé près d'un million d'euros à BM Consulting, la société de conseil de Bastien Millot, 380 000 euros ont atterri directement sur ses comptes, et 365 000 euros faisaient un détour par une autre de ses sociétés, BM Patrimoine, enregistrée depuis au nom de sa mère.

Frais de traiteur très exagérés et revenus très discrets

L'année de la campagne présidentielle, Bastien Millot et Guy Alvès ont récupéré via leur holding personnelle près d'un million d'euros, l'équivalent de la perte affichée par Bygmalion en fin d'exercice. Le Point publie un aperçu du patrimoine immobilier acquis par Bastien Millot et ses compères pendant cette période.

Autre bizarrerie, les frais de traiteur facturés par Event & Cie (une filiale de Bygmalion) au meeting de Bordeaux s'élevaient à plus de 10 000 euros, alors que sur les photos des coulisses n'apparaissent que quelques sandwiches, une dizaine de chouquettes et les chocolats fétiches du président Sarkozy. Quant aux militants interrogés par Le Point, ils n'ont aucun souvenir d'un buffet leur étant destiné en marge de la manifestation...

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Pas de reprise en France en 2015, estime l'OFCE



La baisse des prix du pétrole, tombés sous les 90 ollars le baril, soutient la croissance (Crédits : [reuters.com](http://reuters.com))

latribune.fr

**Si la baisse du pétrole et de l'euro vont soutenir la croissance l'an prochain, la politique budgétaire aura toujours un impact négatif. En outre, la désinflation entraîne une hausse des taux d'intérêt réels, préjudiciable elle aussi à l'expansion. Le PIB n'augmenterait donc pas beaucoup plus de 1% l'an prochain,**

L'institut de recherche économique OFCE prévoit une amélioration de la croissance économique en France l'an prochain, mais pas à un niveau suffisant pour faire baisser le chômage ou résorber significativement le déficit public.

Selon l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), la France devrait afficher une croissance de 0,4% de son produit intérieur brut cette année, puis de 1,1% en 2015, "grâce à l'atténuation de deux des facteurs négatifs qui ont étouffé la croissance depuis 2010: les conditions de crédit et la réduction des déficits".

La dépréciation récente de l'euro et la montée en puissance du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) devraient par ailleurs permettre au pays de regagner en compétitivité, "facteur qui aura joué très négativement en 2014 ».

### Du mieux grâce à la baisse du pétrole et de l'euro

Les prévisions de l'institut sont proches de celles du gouvernement, qui s'attend à une progression du PIB de 0,4% cette année et de 1% l'an prochain, tout comme le FMI et l'OCDE.

Mais l'OFCE obtient sa prévision de 1,1% en 2015 avec des hypothèses plus favorables que celles retenues par le gouvernement français pour le prix du pétrole et le niveau de l'euro face au dollar, souligne

Eric Heyer, directeur-adjoint du département analyse et prévision . L'institut est donc plus prudent que le gouvernement concernant la performance propre à l'économie française.

En tout état de cause, cette progression serait insuffisante pour enrayer la hausse du chômage, estime Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision, qui estime à 1,5% le niveau de croissance qui permettrait de "stabiliser" le taux de chômage.

### **Légère hausse du chômage**

L'institut table ainsi sur un taux de chômage de 9,8% l'an prochain, après 9,7% cette année.

Et il estime que le déficit public ne devrait que faiblement se résorber, à 4,3% en 2015 après 4,5% cette année. Des chiffres encore une fois proches des prévisions du gouvernement, qui vise 4,4% en 2014 et 4,3% en 2015.

### **La zone euro, boulet de l'économie mondiale, notamment en raison de budgets toujours restrictifs**

Au-delà des frontières, c'est l'ensemble de la zone euro qui peine à renouer avec la croissance, ce qui en fait "le boulet de l'économie mondiale", souligne M. Timbeau. L'OFCE voit le PIB de cette région augmenter de 0,8% cette année (soit 0,5 point de moins que sa précédente prévision, en avril) et de 1,3% en 2015 (-0,3 point).

Si l'austérité se fait moins marquée, les projets de budget des différents pays de la zone sont toujours "restrictifs", remarque l'économiste. "On est loin de l'expansion budgétaire, notion aujourd'hui enterrée", ajoute-t-il.

### **La France connaît l'austérité**

A cet égard, l'OFCE estime que la France a bel et bien connu l'austérité, d'abord sous forme de hausses d'impôts (de 2011 à 2013), désormais en raison d'un plan d'économies. Ainsi, les quelques hausses d'impôts que supporteront les ménages en 2015 et surtout la baisse des dépenses, feront plus que compenser l'effet positif de allègements fiscaux en faveur des entreprises (CICE, pacte de responsabilité). Ainsi que le souligne Eric Heyer, "tous les organismes internationaux font l'hypothèse que des coupes dans les dépenses ont un effet plus restrictif sur l'économie que les hausses d'impôts". Ces coupes joueront donc fortement en 2015, la politique budgétaire

amputant la croissance à hauteur de 0,6% (une "impulsion budgétaire négative de 0,56 point, très précisément).

### **Hausse des taux d'intérêt réels**

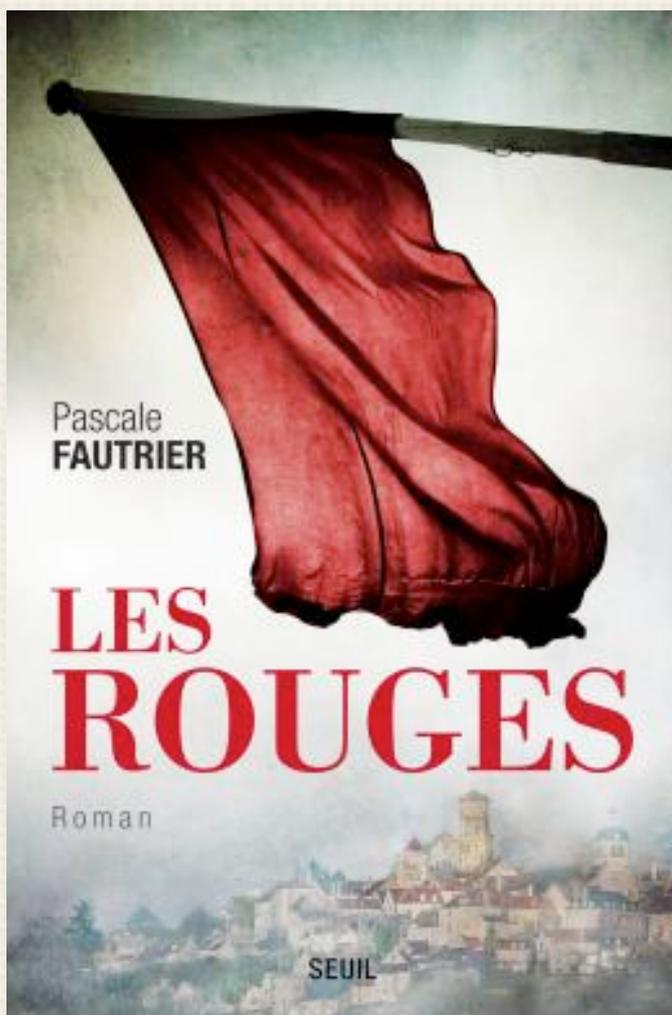
En outre, au sein de l'Europe, et surtout au sud - Espagne, Portugal- "le mouvement de désinflation entraîne une hausse des taux d'intérêt réels", c'est-à-dire des taux d'intérêt hors inflation, qui efface les bénéfices de la réduction observée des taux nominaux, soulignent les experts.

## **III) L'Ere du peuple de Jean-Luc Mélenchon : une politique nouvelle pour un monde bouleversé**

Vigilance citoyenne



Pascale Fautrier  
101 contacts  
0 édition  
93 billets  
0 article d'édition  
181 commentaires  
Ecrivain



J'ai écrit cette recension du livre de Jean-Luc Mélenchon, *L'Ere du Peuple* (Fayard, 2014) dans le but d'engager le dialogue nécessaire entre les hommes politiques, les intellectuels (ceux qui publient, ceux qui enseignent), et les citoyens soucieux de connaître dans le détail l'état du monde. J'espère qu'il appellera des commentaires et des discussions argumentées ici même ou ailleurs : une version courte sera demain sur le site de la revue Regards (regards.fr).

## **I. Cinq aspects remarquables du livre de Jean-Luc Mélenchon :**

1. La profondeur et la radicalité de l'analyse, qui part du constat courageux d'une défaite intellectuelle et politique : « Il n'existe plus aucune force politique mondialisée face au parti invisible de la finance globalisée » (EP 17). Cette nécessité de tout repenser et de tout reconstruire a été formulé récemment quasiment dans les mêmes termes par Alain Badiou dans l'émission d'Aude Lancelin (<http://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/151014/contre-courant-le-debat-badiou-piketty>) : la nécessité de reconstruire une « alternative idéologique », c'est-à-dire une perspective de dépassement du capitalisme capable de fédérer largement la « vraie » gauche.

2. **Le caractère « reliant » de la démarche**, comme dirait Morin : ce livre cherche à penser ensemble le micro et le macro, le global et l'individuel, du devenir écologique de la planète à la misère psychique et morale des individus réduits à leur capacité de consommer, en passant par la domination mondiale d'un capitalisme de la rente et de la spéculation, et les nouveaux déséquilibres géopolitiques qui en résultent. Il est notable qu'un homme politique « généraliste » comme l'est Jean-Luc Mélenchon, ne s'enferme pas dans le cadre national et intègre à ses préoccupations la survie de la biosphère. Cette analyse factuelle conduit à observer, à tous les niveaux de la vie humaine, une spirale négative dévolutive de destruction des équilibres écologiques, de décomposition du lien social et civilisationnel sous le coup d'une logique productiviste qui profite à une infime minorité (les oligarchies), générant des risques nouveaux de guerres, voire même d'une guerre mondiale.

3. **Mais au pessimisme de la description répond l'optimisme de l'action**, le souci de sortir de la « dénonciation démoralisante ». Les propositions politiques de Jean-Luc Mélenchon s'appuient sur une « théorie de la révolution citoyenne » (EP 14), et sur le Manifeste de l'éco-socialisme élaboré en décembre 2012 et cité en fin

d'ouvrage. Les deux axes en sont 1. La réaffirmation du principe démocratique de la « souveraineté populaire » formulée par les révolutionnaires français ; 2. L'idée que le « peuple » n'a pas à subir la dictature d'une classe particulière : ni oligarchies financières, ni « prolétariat » investi d'une « mission historique ». Exit l'idée « libérale » d'une gouvernance « éclairée » des élites (c'est-à-dire des puissants par accumulation de capital symbolique et matériel) ; exit également la « dictature du prolétariat » : rupture avec la nostalgie de la vieille « doctrine » léninisto-stalinienne.

4. **La « révolution citoyenne » démocratique est un républicanisme radical**. Le peuple doit reprendre l'initiative politique en ré-constituant sa souveraineté confisquée par les oligarchies : c'est la proposition politique centrale de convocation d'une « assemblée constituante », elle-même préparée par des « assemblées citoyennes » délibérantes et s'auto-organisant démocratiquement (en utilisant le net, mais pas seulement), comme cela se passe actuellement en Espagne. Les propositions avancées par J.-L. Mélenchon concernant les modalités futures de la représentation et des contours d'une VIème République (révocation des élus, règles verte etc.) ne sont ni normatives, ni directives, ni excluantes d'autres propositions, mais à discuter et c'est un point important.

5. **L'écosocialisme est un néo-communisme écologiste et démocratique** : il intègre les descriptions économistes du « matérialisme historique » mais récuse le millénarisme et l'autoritarisme centraliste de la « dictature du prolétariat » (mais ça mériterait d'être davantage précisé et souligné). J.-L. Mélenchon continue à se référer au matérialisme historique (EP 15) pour décrire les rapports de force sociaux : le « peuple » est constitué majoritairement de salariés en butte à la voracité des actionnaires, lesquels empochent 80% des profits des entreprises (EP 63), et organisent une pression sociale accrue pour étendre leur puissance et rogner les droits du travail. Une politique au service du peuple, c'est-à-dire de l'intérêt général, détrônerait nécessairement « la petite oligarchie des riches, la caste dorée des politiciens qui servent ses intérêts et des médiocrates qui envoûtent les esprits » (EP 14). Mais de cette description des rapports de production, ne découlent pas automatiquement les moyens de l'action politique. Le peuple est constitué aussi de chômeurs, femmes au foyer, artisans, médecins, avocats, et l'accès à la souveraineté politique demeure à tout moment un choix collectif et individuel, soumis à la

délibération démocratique. La théorie de la révolution citoyenne, contrairement au communisme millénariste ou aux néo-libéraux des années 90 (Fukuyama), ne visent aucune « fin de l'histoire ». L'action politique est un choix de tous les instants et un combat sans fin.

## **II. L'écosocialisme est une « politique de civilisation » (Edgar Morin)**

Avant d'en venir aux points plus problématiques du livre de J.-L. Mélenchon, je voudrais souligner combien l'écosocialisme proposé par le leader du Front de Gauche et du Mouvement pour la VIème République me paraît s'inscrire dans la « politique de civilisation » formulée par Edgar Morin dans son livre *La Voie* (2011). Notons au passage qu'Edgar Morin est un des rares penseurs de notre temps à avoir tenté la théorisation anthropologique et politique, « anthropolitique », d'une méthode de pensée et d'action (les deux mêlés) pour sortir de « l'âge de fer planétaire » qui nous conduit à la catastrophe.

1) Il s'agit d'abord de prendre conscience que nous sommes des citoyens de la « Terre-patrie », et que celle-ci est engagée dans une « bifurcation fondamentale » (EP 47) capable de provoquer l'extinction de la vie. « L'illusion d'un progrès conçu comme une loi de l'Histoire s'est dissipée à la fois dans les désastres de l'Est, les crises de l'Ouest, les échecs du Sud, la découverte des menaces nucléaires et écologiques », écrit Edgar Morin (LV 29). J.-L. Mélenchon en prend acte à la fin de son livre : « On doit se demander s'il n'est pas déjà trop tard » (EP 148).

2) Les activités humaines entraînent des dégâts déjà irréversibles sur le climat et la biodiversité, notamment dus à l'augmentation exponentielle du nombre d'humains. J.-L. Mélenchon donne des chiffres saisissants (EP 33) : en 5 ans, de 2009 à 2014, la population mondiale a augmenté d'un milliard d'individus, alors qu'il lui a fallu 200 000 ans pour atteindre, vers 1800, le premier milliard. C'est l'« ère de l'anthropocène » et de l'« homo urbanus » pour reprendre les titres de deux chapitres de son livre : 80% de la population vit en ville en Europe et sur le continent américain (EP 110) 54% des humains sont des urbains. La population urbaine du monde augmente d'un million par semaine » (LV 317).

3) Cette prise de conscience en entraîne automatiquement une autre : le modèle occidental productiviste du développement sans fin est à

qui s'avance est la conséquence directe du productivisme » (EP 59) ; « Il faudrait plusieurs planètes pour répondre aux besoins si tout le monde vivait comme nous. » (EP, 36) écrit J.-L. Mélenchon. Et de proposer un écosocialisme qui rompt radicalement avec un certain socialisme productiviste stalinien ou maoïste. Morin insiste davantage sur la nécessaire critique de l'impérialisme occidental-centriste de ce modèle de développement issu de la Révolution industrielle, qui s'impose à la planète entière et la fait entrer dans une crise complexe, écologique, démographique, civilisationnelle. C'est la « globalisation, stade actuel de la mondialisation », écrit Morin (LV 26), « unification techno-économique de la planète » produisant en réaction des « contre-processus de résistance », certains régressifs (les tentations théocratiques), d'autres positifs : « refluons de cultures autochtones », « processus de métissages culturels » (LV 26).

4) L'écosocialisme de Jean-Luc Mélenchon s'inscrit dans la « politique de l'humanité » définie par Morin comme « un dépassement de l'idée de développement, même supportable (dit « durable ») » (LV 73). L'individu humain n'est pas une monade autosuffisante en relation avec d'autres monades, il dépend de son environnement. Il est donc nécessaire d'affirmer l'existence d'un « intérêt général humain » (EP 58) qui sanctuarise les conditions de survie de l'humanité, et donc celles de la biosphère. J.-L. Mélenchon propose d'inscrire dans la Constitution l'extension des droits de l'homme et du citoyen « à de nouveaux droits écologiques » (EP 58).

5) Morin comme Mélenchon appellent à une « gouvernance globale » capable de prévenir les guerres, d'imposer des droits sociaux, « l'application de normes écologiques vitales et de normes économiques d'intérêt planétaire » (LV 72), et d'« en finir avec le libre-échange » (Mélenchon, EP 85) : « Le but est d'organiser les rapports économiques entre pays sur une base civilisée et négociée. Un ordre où l'autosuffisance devrait être l'objectif, le transbordement l'exception. [...] Penser une réforme de l'ONU et lui donner les moyens de fonctionner est la priorité » (EP 85). Morin propose de parler de « démondialisation » pour assurer la protection des cultures vivrières et des modes de vie traditionnels, pour relocaliser la production et donner la priorité partout à l'autosuffisance alimentaire (la « souveraineté alimentaire »)

6) Un de ces nouveaux droits écologiques à

conquérir nationalement et internationalement serait la « règle verte » (« ne pas prélever davantage à la nature que ce qu'elle peut reconstituer », EP 55) : elle permettrait selon Jean-Luc Mélenchon de réguler la production proliférante d'objets obsolètes épuisant les ressources naturelles, creusant une « dette écologique » (EP 54) autrement plus inquiétante que la « dette publique » de l'Etat dont on nous rebat les oreilles : nous détruisons les ressources naturelles plus vite qu'elles ne peuvent se renouveler. E. Morin insiste de plus sur la nécessité de penser ces nouveaux droits au niveau de la « société-monde » en cours de constitution (une opinion publique planétaire consciente de l'urgence écologique).

7) Edgar Morin écrit que ce capitalisme financier qui « a provoqué la crise de 2008 » et « se repaît comme un vampire de nos substances vives » « s'est mis au ban de l'humanité et nous devrions le mettre au ban de l'humanité » (LV 43). Comme lui, Jean-Luc Mélenchon propose de combattre la financiarisation de l'économie, notamment en n'accordant le droit de veto aux actionnaires qu'en fonction du temps de possession de leur part de capital. Il propose comme E. Morin de sanctuariser certaines ressources naturelles comme l'eau, et d'étendre autant que possible le domaine du « commun » en favorisant la production coopérative (les SCOP) et solidaire, en taxant les flux de capitaux. Mais on voit bien que ce combat est nécessairement, lui aussi, planétaire.

8) Comme Edgar Morin, J.-L. Mélenchon note que le « système formate l'intimité de chacun » (EP 131), que le productivisme est « comme le patriarcat une structure implicite » (EP, 132), qu'il y a donc aussi une « bataille culturelle » (EP 134) à mener pour nous émanciper de « l'ordre globalitaire (global et totalitaire) » (EP 131), dont l'un des aspects est l'envoûtement consumériste (Morin parle d'« intoxication consumériste », LV 36). Comme l'écrit Morin, « pas de réforme de vie ni de réforme éthique sans réforme des conditions économiques et sociales du vivre », et « pas de réforme politique sans réforme de la pensée politique, laquelle suppose une réforme de la pensée elle-même » (LV 61), réforme inspirée de sa « méthode » coconstructiviste d'analyse/reliance transdisciplinaire. Comme Morin, Jean-Luc Mélenchon insiste sur l'éducation (notamment à la sensibilisation aux limites des ressources écologiques) et la nécessité, mise en œuvre dans son livre, de penser ensemble l'expérience quotidienne et les priorités politiques.

9) La dépendance des habitants du monde entier envers le système de production des biens, notamment due à la généralisation du mode de vie urbain, n'a jamais été aussi totale. Cette situation conduit à ce paradoxe, diversement mais également souligné par l'homme politique et par le penseur : elle favorise l'émergence de l'individualisme. Plus l'individu est dépendant d'un système lointain quant à ses capacités de survie, de déplacement, de nourriture symbolique et culturel, plus il a le sentiment de posséder une intériorité autonome et un intérêt personnel. La dépendance envers le système techno-économique l'émancipe de son environnement humain immédiat.

10) Cet individualisme a deux faces, l'une positive, l'augmentation d'une conscience autonome possiblement réflexive (EP 111) due aussi à l'élévation mondiale du niveau d'éducation, l'autre négative, voire nihiliste. La mise en compétition généralisée et la marchandisation des êtres obligés de se vendre sur le « marché du travail » produit une « dissociation » des liens traditionnels (environnement humain, familial) et un mouvement brownien nihiliste d'individualisme égoïste (« le chacun pour soi, la guerre de tous contre chacun » EP 112) que Jacques Généreux nomme la « dissociété » (EP 112 et 134). Ce constat conduit Edgar Morin à penser une nécessaire « réforme de vie » morale fondée sur la convivialité, la solidarité, l'auto-examen. Jean-Luc Mélenchon insiste dans un chapitre original sur l'enjeu psychique et politique que représente la réappropriation du temps contre la tyrannie de l'accélération affolante et la multiplication chronophage de la dépendance envers la technique.

11) Les réflexions les plus originales de Jean-Luc Mélenchon concernent les possibles modalités nouvelles de la conscience politique et des actions possibles dans un tel contexte d'individualisme « globalitaire ». Le caractère lointain des centres de décision techno-économique et politique tend à produire une indifférence sociale et une perte du sentiment démocratique, que les oligarchies favorisent consciemment : apparemment « la ségrégation spatiale » rend la foule des grandes villes « inapte à être un acteur collectif de l'histoire » (EP 115) et la relègue dans une passivation consentante. Cependant cette inertie et cette dissociation peuvent se retourner en « conscience collective » selon un processus qui n'est pas sans rappeler fortement la description sartrienne de la constitution du « groupe » dans La Critique de la

raison dialectique : des individus attendent le bus, et se sentent noyés dans une indifférenciation « sans signification » (les petits pois dans une boîte, pour reprendre l'image sartrienne). Mais un incident survient, retard anormal du bus ou tout autre micro-événement rendant visible le caractère collectif de la dépendance à l'égard du système de transport : le sentiment du « groupe » est né. La protestation commune qui en résulte est le modèle des actions collectives spontanées qui ont pu déclencher des révolutions citoyennes ces dernières années : prix du ticket de bus au Venezuela, augmentation du prix de l'eau et du gaz en Bolivie, réclamation de transports dignes et efficaces au Brésil, défense d'un jardin public à Istanbul (EP 117). La « révolution citoyenne » est imprévisible comme ces mouvements, elle est dépendante davantage de tels phénomènes de conscientisation que du militantisme traditionnel, dont il faut constater la crise.

### **III. Les points qui me paraissent problématiques dans le livre de Jean-Luc Mélenchon**

1) L'expression reste parfois brutale, et il arrive qu'elle me heurte. Par exemple, l'attaque paraît gratuite contre l'écologie politique constituée en parti : « la firme qui truste le label » (EP 14). Elle est désormais classique contre les « solfériniens » et François Hollande, mais paraît davantage justifiée par une politique qui ménage les oligarchies sur le fond aussi bien que sur la forme. La bonne voie serait cependant de marquer fermement la volonté de fédérer dans le respect mutuel des militants de base écologistes et socialistes, ou d'autres sensibilités du mouvement ouvrier (anarchistes) ou plus nouvelles (féministes, LGBT), vers une recomposition-union « écosocialiste » à la gauche du Parti socialiste en déclin.

2) Cependant cette brutalité a le mérite d'inclure et de reconduire vers la politique ceux qui la rejettent violemment : « la gauche et la droite, c'est pareil », disent-ils (EP 9). Question de priorité politique (de dosage) : fédérer les sensibilités diverses de la gauche est plus urgente ou s'adresser aux abstentionnistes. J'ai tendance à penser que l'urgence est de fédérer ce qui reste du camp de la « vraie » gauche, n'en déplaise à J.-L. Mélenchon récusant les « savantes explications pour discerner la vraie gauche de la fausse » (EP 31) : en effet, « la gauche peut mourir », fédérons d'abord ce qui reste de ses forces vives agissantes. Et arrêtons tout à fait de penser que

tout le « peuple » est attiré par le FN : les chiffres montrent que le succès du FN résulte mécaniquement de la droitisation de l'électorat de droite (lequel a toujours été pour une bonne part un électorat ouvrier ou plus généralement encore, salarié). Soyons clair : il ne s'agit pas, en tout cas pas d'abord, de s'adresser à l'extrême-droite ou à ceux qui sont attirés par les thèses de l'extrême-droite, mais de reconstruire un discours fort à la gauche du PS : redéfinir la « vraie » gauche.

3) Jean-Luc Mélenchon, comme il l'explique lui-même, est passé d'une phase où il s'agissait de trancher à une phase plus fédératrice. Encore un petit effort, camarade : il n'est pas sûr que la relégation du mot « gauche » soit à l'ordre du jour en France, contrairement à ce qui s'est passé en Amérique du Sud ou en Espagne. Substituer à la polarité parlementaire gauche-droite une opposition « citoyenne » entre « le peuple » et les oligarchies (EP 31) réactive des soupçons de « bonapartisme de gauche », auxquels il faut répondre. Certes, J.-L. Mélenchon s'appuie sur la phrase fameuse de Robespierre (p. 31 « Je suis du peuple etc. ») et la polarité d'origine parlementaire gauche-droite se rattache à la tradition révolutionnaire française dont il se réclame par ailleurs. Revendiquer le mot « gauche » aurait le mérite d'inscrire clairement la « révolution citoyenne » et la convocation de l'assemblée constituante dans la continuité politiques et historique de la tradition républicaine française, dont certes la mémoire se perd (cette perte de mémoire qui m'a fait écrire *Les Rouges*), mais qui demeure vivace en France, je le crois. D'autre part, on sent chez Jean-Luc Mélenchon une hésitation à quitter tout à fait les sentiers balisés de l'électoratisme social-démocrate (avec les écueils afférents de personnalisation) : mais sa pensée à cet égard est en avance sur son sentiment (peut-être même sur ses intentions politiques).

4) Certaines nuances demeurent entre les « voies » de pensée et d'action dégagées par E. Morin et celles proposées par le livre de Jean-Luc Mélenchon. Disons trop brièvement que l'universalisme dont se revendique l'homme politique paraît encore un peu trop abstrait. Les notions d'« enveloppement » ou de « démondialisation » proposées par E. Morin demeurent à exploiter, ainsi que son insistance sur la nécessaire diversité humaine et la valorisation des cultures primitives ou anciennes, modulant l'occidentalo-centrisme de l'universalisme abstrait « républicain » compromis dans la colonisation, ou ses réflexions sur la nécessaire

révolution cognitive pour penser l'articulation nouvelle du politique, du culturel (intellectuel) et du psychique : « Le développement, écrit Morin (LV 39-40) a secrété un sous-développement intellectuel, parce que la formation disciplinaire que nous, Occidentaux, recevons, nous apprenant à dissocier toute chose nous a fait perdre l'aptitude à relier et, du coup, celle à penser les problèmes fondamentaux et globaux ».

5) L'un et l'autre cependant pêchent à mon sens également par un optimisme trop grand concernant la rationalité universalisante. Optimisme sur les capacités heuristiques de l'autoexamen et la portée thérapeutique ou politique de la réflexivité pour Morin : j'avoue cependant que je partage cet optimisme, même si je me le reproche. Cela conduit le philosophe notamment à négliger la question des modalités pratiques de l'action politique et l'influence des institutions politiques.

6) Chez Jean-Luc Mélenchon au contraire, l'optimisme heuristique débouche sur une surévaluation des méthodes de « l'éducation populaire » ; a contrario, son analyse des nouvelles modalités d'action politique révèle un manque de confiance dans le militantisme politique traditionnel (certes en crise), dans la structuration politique à la base. Et l'on retombe du coup, faute de « mouvements » spontanés urbains, à cause de ce chaînon manquant de l'enracinement politique, sur le risque d'un bonapartisme de gauche, dont J.-L. Mélenchon serait l'homme providentiel. Mais on sent que sa pensée est en évolution sur cette question, et une fois encore, en avance, peut-être sur ses intentions politiques (qui le portent à ne faire confiance qu'à lui-même) ; donnons-lui crédit d'ouvrir d'autres pistes d'action, notamment grâce au mouvement horizontal Pour la Vème République qu'il vient de lancer, et que j'appelle à rejoindre.

7) Cependant un mot encore sur ce risque de « bonapartisme de gauche » (ou de chavisme, si on préfère) : l'emploi du mot « planification » (EP 91) à propos de l'écologie politique (mot qui « fait peur » EP 91 en effet, puisqu'il est celui de la politique étatiste centraliste stalinienne ou gaullienne) laisse planer un doute, quant au rapport à l'Etat, et au type d'Etat (institution du commun) qu'il s'agit de défendre. Tout ceci reste à éclaircir par la délibération libre dans le Mouvement pour une VIème République.

8) Je suis également sceptique sur une certaine tonalité « nationale » dans certains passages du livre, notamment celui-ci : la France « nation

universaliste » ayant vocation à « s'étendre sans fin » « du point de vue des principes qui l'organisent et la régissent » (EP 80). Certes, la France, deuxième puissance du monde, du point de vue de l'étendue, compte-tenu de ses territoires maritimes, aurait intérêt à exploiter écologiquement les ressources de la mer (cela est intéressant). Mais cette arrogance un brin impérialiste, même purement intellectuelle (les principes politiques), me gêne – même si elle est formulée pour contrer la mélancolie décliniste ambiante.

9) J'aurais tendance, quant à moi, à tempérer cet optimisme rationaliste du philosophe et du politique par un intérêt marqué pour le pessimisme freudien d'un Georges Bataille (je mettrai en ligne dès parution ces jours-ci dans un ouvrage collectif de mon texte : « La Politique de Georges Bataille ») : la nécessaire mise en cause de l'opposition rationaliste foi/raison (politique et religion) est à mon sens bien plus radicale chez ce poète de la pensée que chez E. Morin, même si la clairvoyance du philosophe à cet égard est ce qui s'est formulé de plus intéressant sur cette question (notamment dans son livre Autocritique, sur lequel je reviendrai dans un autre texte). Jean-Luc Mélenchon, sur cette question, en reste souvent à de rassurantes et classiques ritournelles « laïques », mais son intérêt pour la théologie de la libération, sa « religion de l'humain », et sa réflexion personnelle sur les racines religieuses de son propre engagement (la foi de sa mère : voir une interview récente) laissent entrevoir des clairvoyances intéressantes à cet égard.

10) Mais j'en viens à mes réticences les plus marquées : elles concernent le chapitre « Le retournement du monde ». Première nuance. J.-L. Mélenchon écrit : « L'histoire en cours est celle de la lutte de l'oligarchie pour le pouvoir absolu. Parce qu'elle n'a pas le choix » (EP 67). Je ne conteste pas le fait, mais il est très nécessaire à mon sens d'écrire le mot oligarchie au pluriel. Ce singulier fait à mon sens commettre à Jean-Luc Mélenchon une erreur d'appréciation, sûrement due à sa lecture très latino-américaine des actuels changements de rapports de force mondiaux. L'analyse de l'émergence des BRICS est passionnante, et l'évènement que fut en août dernier leur décision de « commercer dans leurs monnaies nationales » (EP 72) paraît en effet déterminante : elle signifie la fin de l'hégémonie économique du dollar, et donc la fin d'une globalisation « américaine », telle qu'elle s'est imposée après la Chute du Mur. Certes « l'empire américain » reste militairement dominant (quoique les avis paraissent à cet égard partagés),

et on peut craindre que son déclin hégémonique (voire sa chute brutale, en effet envisageable) ne le conduise à provoquer une guerre généralisée, ou du moins un dangereux et instable jeu d'alliances dont on a déjà vu les effets dévastateurs. Certes le GMT, signe patent de sa volonté impérialiste intacte est un effet de sa réaction à son déclin et montre les risques engendrés par celui-ci.

Mais faut-il pour autant soutenir les initiatives des BRICS, notamment la proposition « faite par la Chine de créer une monnaie commune mondiale » (EP 71) ? Certes « nous sommes en opposition frontale avec les USA sur des points essentiels » (EP 77) touchant notamment aux droits de l'homme, à la démocratie, aux droits sociaux, à l'écologie. Mais partageons-nous davantage de valeurs avec les chinois, avec Poutine, avec l'Afrique du Sud ? Les visées impérialistes des chinois sont-elles moins dangereuses que les américaines ? N'y a-t-il pas des oligarques russes, chinois, sud-africains etc. qui dominent la politique de leurs pays en imposant les mêmes modèles financiers et politiques que les banksters US et avec lesquels nous ne partageons rien.

Plusieurs faits me semblent (à vue de nez de citoyen moyennement informé) aller dans un autre sens que ceux cités précédemment.

La politique d'Obama n'a-t-elle pas deux axes : moindre implication militaire directe dans les conflits, et détente avec l'Iran ? Certes, le désengagement américain tend à mettre en avant ses alliés, notamment l'Europe et la France : mais est-ce une politique « atlantiste » de la part des Français ou le signe d'une faiblesse américaine et l'émergence d'une multipolarité de fait, que personne ne pense ni ne domine ? D'autre part, d'après ce qu'il m'a semblé comprendre, l'Etat Islamique est financé par l'Arabie Saoudite, notamment pour récupérer un moyen de pression sur les Américains, précisément parce qu'Obama a pris ses distances avec cet Etat. Obama ne sera pas toujours président, et l'analyse de Jean-Luc Mélenchon sur la dangerosité du déclin américain est complètement valable. Mais force est de constater que la politique d'Obama (on pourrait ajouter : moindre soutien à la politique belliciste d'Israël, même si c'est une affaire de nuances) n'est pas militairement ouvertement et directement offensive. D'autre part enfin, la puissance américaine n'a pas dit son dernier mot, peut-être (une découverte nouvelle en matière de maîtrise d'énergie, thermonucléaire par exemple, serait peut-être en mesure de changer au moins

provisoirement la donne : ils y croient en tout cas).

Bref, je ne suis pas sûr que le « non-alignement » des BRICS, même s'il offre des marges d'action sur le plan international (en offre-t-il sur ces questions essentielles que sont les questions écologiques ou sociales ?) et ouvre des contradictions entre oligarchies peut-être exploitables, soit, en définitive, par défaut d'émergence d'organismes internationaux véritablement régulateurs dans le sens d'une « politique de civilisation », plus défendable que l'ex-Bloc soviétique. Dialectique subtile à doser : jouer des contradictions d'accord, refuser le chantage à la guerre (à propos de l'Ukraine par exemple), mais il n'est pas question, il me semble, de choisir un bloc contre un autre. On ne va quand même pas se refaire le coup du « grand frère soviétique » : la justification politique de ce choix politique géostratégique serait encore plus faible, c'est peu dire, et certaines affirmations de Jean-Luc Mélenchon me paraissent ambiguës à ce sujet.

Je finirai par une remarque à l'égard de mes amis « intellectuels » (qui font profession d'enseigner, de lire et d'écrire). Retrouvons le goût du dialogue avec les politiques : prenons-les au sérieux, et résistons à la spécialisation des savoirs dénoncée par Michel Foucault dans L'Ordre du discours. L'intellectuel, pour « spécifique » que son humilité lui commande d'être, doit sortir de la tour d'ivoire de l'« expertise », certes pas pour reconduire les erreurs passées de l'universalisme abstrait, mais pour enrichir de nos nuances argumentées la vision du monde généraliste que ne doit pas manquer de chercher à préciser tout citoyen qui se respecte. Il est donc très nécessaire de discuter avec les hommes politiques, lorsqu'ils font l'effort, comme c'est le cas ici, de penser.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**